

trois mois, et mon honorable ami voudra encore nous faire croire que les industries manufacturières dans le pays ne sont pas prospères. Je dis que c'est un manque de bonne foi, de vouloir prouver à l'aide de chiffres que les temps sont mauvais, que la politique du gouvernement n'a pas réussi, et que nous devrions revenir aux idées de l'ancien gouvernement. Lorsque nous comparons les faits, je crois que les honorables députés de la gauche devraient rougir de honte de n'avoir pu faire aucune législation dans l'intérêt des industries du pays. Ils essaient aujourd'hui de faire croire que le pays n'est pas prospère, parce que ce sont nos amis qui le gouvernent.

M. PATERSON (Brant.) Je désire seulement faire quelques remarques pour rectifier certaines paroles que l'on m'a attribuées. Il est regrettable de voir que, malgré nos efforts pour donner à mes déclarations toute la justesse possible, l'honorable député de Niagara ait cru pouvoir y trouver matière à accusation contre moi.

L'honorable député, au lieu de me trouver en faute, devrait me savoir gré de ce que j'ai jugé à propos de mentionner chaque article, quelle qu'en fût la portée, de manière à ce que personne ne pût m'accuser de travestir les faits; — et trouver dans cela matière à accusation contre moi démontre un manque d'équité chez notre honorable collègue. On me fait dire et dire que les industriels de ce pays ne sont pas dans une condition prospère. Je n'ai jamais prétendu cela. J'ai parlé tout simplement de notre commerce d'exportation, et j'ai dit que pour ce qui concernait ce commerce le tarif en vigueur paralysait nos manufactures. Mes honorables adversaires m'ont sommé de dire si les industriels du Canada font bien, ou mal, leur affaire. Je crois que les manufacturiers du Canada n'ont peut-être jamais joui d'autant de prospérité qu'aujourd'hui. Je suis d'avis qu'en aucun temps, les manufacturiers de Brantford n'ont fait mieux qu'actuellement. Mais ce qui est vrai pour eux, est également vrai pour toutes les autres classes de la société. Si la politique nationale avait un objet en vue, c'était de tuer le commerce d'importation, et cependant, d'après le témoignage des importateurs, ceux-ci n'ont jamais prospéré autant qu'aujourd'hui. On peut dire la même chose des cultivateurs, des exploitants de bois et de toutes les autres classes de la société. Mais le principal point à considérer est celui-ci :

Quand nous prospérons tous, ce fait est-il dû au tarif? Je maintiens que ce n'est pas un résultat du tarif, mais, au contraire, que c'est en dépit de lui. A quel aspect que nous le considérons, le tarif est une nuisance et non un avantage. En d'autres termes, quelque prospères que soient nos marchands et nos manufacturiers, ils seraient encore plus prospères si le tarif était aujourd'hui ce qu'il était auparavant. Les \$30,000,000 de plus en or, attirées dans ce pays pendant les deux dernières années, sont le résultat de nos exportations de produits agricoles, d'animaux et de leurs produits, et de nos exportations de bois d'œuvre.

Mais la politique nationale a-t-elle fait tomber la pluie du ciel; a-t-elle fait rayonner le soleil sur nos champs; nous a-t-elle procuré des prix plus élevés pour nos marchandises, ou, est-ce que la politique nationale fait tomber la pluie aux champs d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, de façon à détruire les moissons par la rouille, et à créer ainsi dans la récolte un déficit, qui nous a permis d'expédier à ces pays tout ce que nous avions à leur vendre? Est-ce que la politique nationale a élevé le prix du blé à Liverpool, ou celui des fûts d'œuvre à Albany, ou sur les marchés de la Grande-Bretagne? Evidemment non. Conséquemment, les \$30,000,000 de plus en or, que nous avons reçus dans ce pays, sont venus indépendamment du tarif; ils n'en sont pas le résultat, et ils ont permis à la population de ce pays d'acheter plus librement qu'auparavant les marchandises dont elle avait besoin, et nos manufacturiers se sont trouvés à partager ainsi la prospérité commune. Quand les honorables ministres représentaient les manufacturiers de ma ville comme

M. HESSON

étant plus prospères qu'auparavant, ils doivent en même temps leur supposer du sens commun; or, ces manufacturiers repoussent la prétention qu'ils prospèrent ou qu'ils se maintiennent par la grâce du ministre des Finances de ce pays. Ils prétendent qu'ils s'enrichissent parce que leurs opérations s'appuient sur leurs capitaux et leur énergie, et non à cause du tarif que tous ces manufacturiers voudraient voir modifier.

Les manufacturiers de Brantford et ceux du Canada prospèrent, mais ils prospèrent en dépit du tarif et par suite des millions en or attirés dans le pays par les causes que j'ai mentionnées et sur lesquelles les honorables ministres n'ont aucun contrôle. J'espère, dans tous les cas, que je me suis maintenant exprimé avec assez de clarté pour que les honorables députés de la droite puissent comprendre la position que j'ai prise sur cette question.

M. BOWELL. Ce n'est pas mon intention de suivre l'honorable député dans tout ce qu'il a dit, ou de relever en détail les chiffres qu'il a présentés à la Chambre; mais je désire attirer l'attention sur un ou deux points pouvant expliquer pourquoi les exportations des articles auxquelles l'honorable député a fait allusion, n'ont pas été aussi considérables qu'auparavant. L'honorable député de Lambton (M. Mackenzie) a paru tenir beaucoup à ce qu'un membre du cabinet répondit au discours du député de Brant, en considération de sa logique, je présume. Si les honorables membres de l'opposition pouvaient s'entendre entre eux sur la politique qu'ils ont actuellement, ou sur la politique qu'ils entendent suivre à l'avenir, ce serait beaucoup mieux non-seulement pour le pays, mais aussi pour eux-mêmes. Nous voyons d'un côté, l'honorable député de Huron-Centre (Sir Richard J. Cartwright) qui déclare que tout manufacturier protégé par le tarif est un voleur de grand chemin, ou quelque chose d'approchant. D'un autre côté, nous voyons l'honorable député de Lambton (M. Mackenzie) se contentant d'écouter avec curiosité depuis son discours de Dundee, dans lequel il s'est qualifié d'ardent libre échangiste.

M. MACKENZIE. Je n'ai en aucune manière modifié mon opinion.

M. BOWELL. Il a, dans un discours récent, déclaré au peuple qu'il voulait abandonner le système protecteur par degré. Il n'avait pas l'intention d'écraser d'un seul coup tous les intérêts des manufacturiers, mais il voulait procéder graduellement, peu à peu, avec l'espoir que quand le temps serait venu, s'il doit jamais venir, ces intérêts pussent être annihilés sans secousse. Il peut se faire qu'il y ait eu une diminution dans les exportations d'articles qu'a mentionnés l'honorable député de Brant-Sud. Il est entièrement vrai qu'il y a eu une diminution dans le commerce d'exportation d'articles de confiseries; mais l'honorable député doit se souvenir que quand ses amis avaient le pouvoir, le peuple et les enfants du peuple avaient très peu d'argent à dépenser en bâtons de sucre d'orge. L'honorable député est en position de savoir, vu que c'est sa principale branche d'affaires, que si ce commerce est maintenant beaucoup plus prospère que par le passé, c'est parce qu'il a trouvé dans la consommation intérieure, au sein de cette Confédération, un débouché pour ses produits, tandis qu'en 1873, il était obligé de les envoyer hors du pays pour trouver un marché. L'honorable député sait aussi bien que personne, parce qu'il a donné beaucoup d'attention à la question des exportations et des importations, que le commerce interprovincial, qui s'est développé depuis quelques années, est maintenant double de ce qu'il était.

Qu'on me permette de lui citer quelques chiffres, et je crois qu'ils lui démontreront que si, en acceptant ses calculs, les exportations ont diminué sur quelques trente ou quarante articles, le commerce interprovincial s'est accru et s'est même quadruplé. Prenez, par exemple, les rapports fournis par la Nouvelle-Ecosse. En 1865-66, les importations de cette province, de pays étrangers, étaient de \$14,000,000. Si